



VILLE D'ETAMPES

ARRÊTE DU MAIRE
N° VI-AR-2026-061

OBJET :

Stationnement interdit ou déclaré gênant
Circulation alternée par demi-chaussée

Lieu

Rue Sadi Carnot
91150 Etampes

Permissionnaire

SUEZ Eau France
Centre de Services
d'Etampes
Agence Sud-Ouest IDF
3, rue du Perray
ZAC de Coquerive
91150 Etampes

Le Maire de la Ville d'ETAMPES,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Route,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU l'Arrêté Interministériel du 24 novembre 1967, version consolidée en date du 4 septembre 2008, relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

VU la demande formulée en date du 15 janvier 2026 par laquelle le permissionnaire ci-dessus mentionné doit entreprendre une inspection télévisée du collecteur des eaux usées et des eaux pluviales, Rue Sadi Carnot à Etampes,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire, afin de garantir la sécurité publique et de faciliter le bon déroulement de cette opération, il est nécessaire de réglementer le stationnement et la circulation, dans la rue visée en objet, du 2 au 6 février 2026 de 9 heures à 16 heures.

ARRETE

ARTICLE 1 : Durant la période susmentionnée, le stationnement sera interdit et déclaré gênant, dans la rue visée en objet.

ARTICLE 2 : Durant la période susmentionnée, la circulation sera alternée par demi-chaussée, dans la rue visée en objet.

ARTICLE 3 : Une signalisation conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière qui prévoit dans son livre I, modifié par arrêté du 6 décembre 2011, partie 8, articles 119 à 133, les conditions dans lesquelles doit être effectuée la signalisation temporaire sur la voirie, sera mise et entretenue par le permissionnaire.

ARTICLE 4 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et réglementations en vigueur.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes pour lesquelles l'acte fait grief, dans les deux mois à partir de la notification et de la publicité de cet arrêté. Le recours doit être introduit auprès du Tribunal Administratif de Versailles.

ARTICLE 6 : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise :

- Au permissionnaire ;
- A Monsieur le Commandant de Police, Chef de la circonscription d'Étampes ;
- A Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie d'Étampes ;

Fait à Etampes, le 15 janvier 2026

Par Délégation du Maire,
Jean-Michel JOSSO
Adjoint au Maire
En charge de la Voirie

Certifié exécutoire, compte tenu de la publication le : 22 JAN. 2026

